

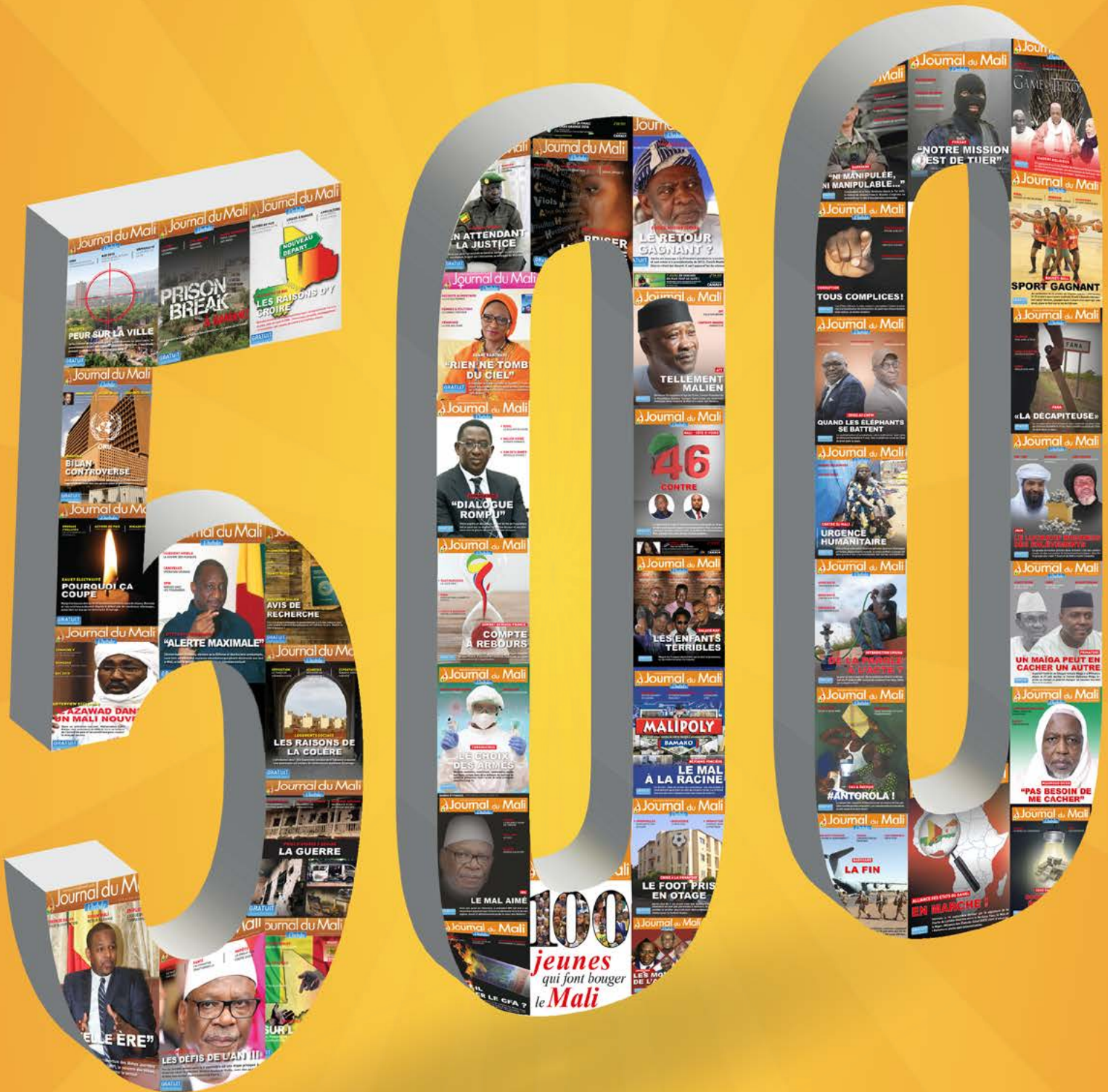


www.journalumali.com

# Journal du Mali

L'hebdo

N°500 du 14 au 20 novembre 2024

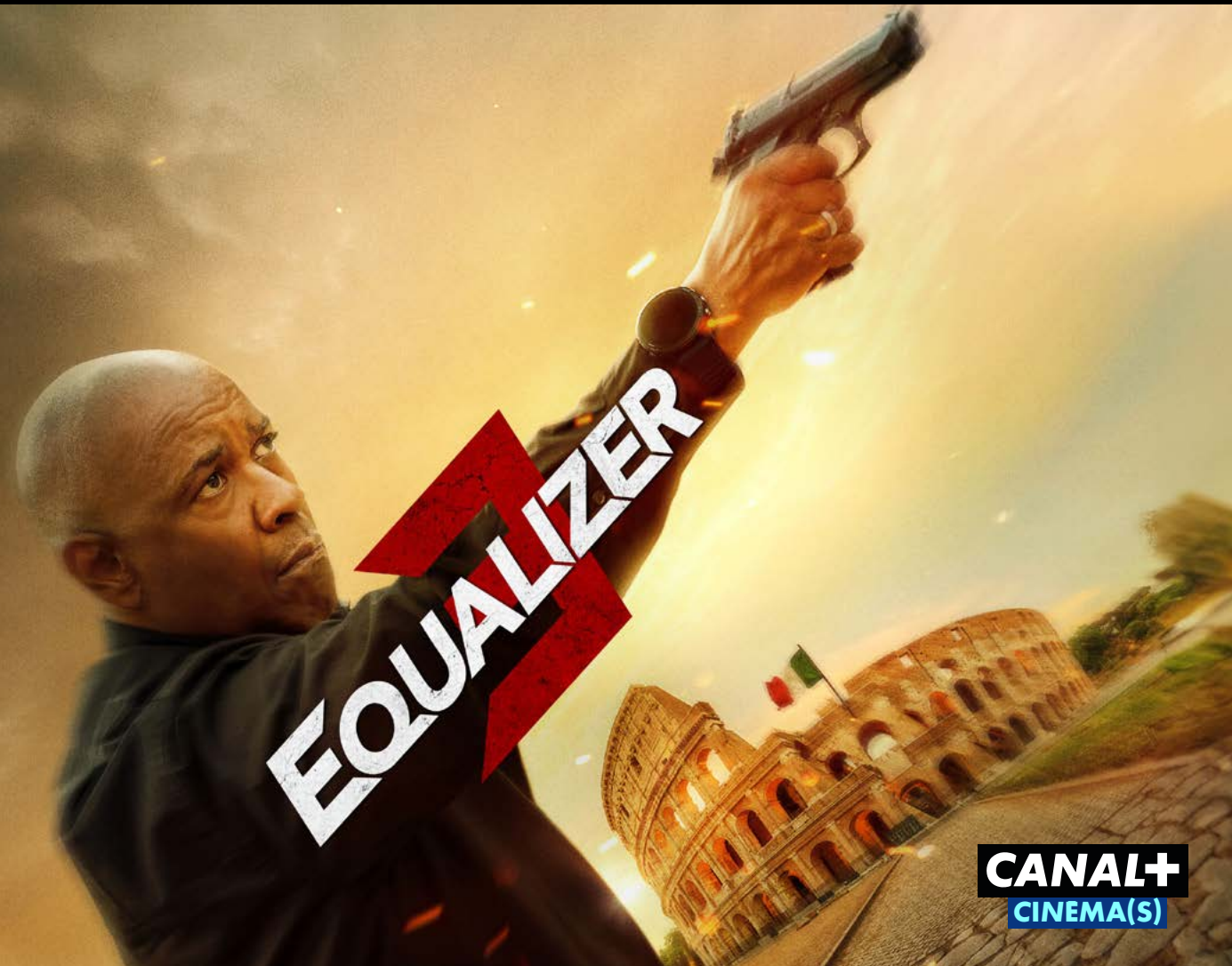


À l'occasion de son numéro 500, Journal du Mali vous fait voyager à travers quelques "UNES", les témoignages de certains pionniers et fidèles lecteurs.

**GRATUIT**

Ne peut être vendu





**CANAL+**  
CINEMA(S)

## 30 JOURS OFFERTS\*

**A TOUT CANAL+  
POUR TOUT REABONNEMENT  
A VOTRE FORMULE**

\* Offre valable du 14 novembre au 31 décembre 2024 pour tout réabonnement à la dernière formule active. Valable deux fois sur la période. Voir tarifs et conditions auprès de votre Distributeur Agréé.

## ÉDITO

500

C'est le chiffre qui aurait peut-être dû vous être présenté à droite de cette colonne, comme nous le faisons chaque semaine depuis maintenant 500 numéros. Et oui ! Depuis presque 10 ans, Journal du Mali l'Hebdo raconte tout à la fois le Mali, son histoire et son développement, les hommes et femmes qui le font bouger, vibrer, avancer, parfois trébucher, dans des domaines aussi variés que la politique, la culture et les arts, l'économie, le sport, les technologies et les idées, tout en présentant son regard sur l'actualité internationale.

Évidemment, ce numéro 500 n'est pas une fin en soi. Mais il nous donne une belle occasion pour offrir à nos lecteurs une rétrospective sur l'actualité couverte ces dernières années, à travers une sélection de « Unes » qui ont marqué la vie du journal, mais aussi grâce à des témoignages de journalistes chevronnés qui ont participé à cette aventure, et de personnalités dont le regard extérieur nous est vital.

Cher lecteur, ce numéro spécial arrive à un moment particulier. À plusieurs titres. Le modèle économique de la presse écrite est bouleversé par la déferlante numérique et par la désaffection des nouvelles générations pour la lecture des journaux dits « traditionnels ». Autant de phénomènes qui nous obligent à nous réinventer pour tracer une voie d'avenir. Autre défi de taille, la liberté de la presse est depuis quelques années durement éprouvée au Mali. Or, pour nous, donner accès à une information plurielle et avoir des débats libres et ouverts sur la politique, la sécurité, la société, l'état des choses et les changements que l'on devrait mener, sont indispensables pour nourrir notre démocratie en construction, en donnant à chaque citoyen l'opportunité de construire sa propre pensée. Le numéro 500 marque donc cette ambition renouvelée. C'est un numéro de combat, pour vous, avec vous. Merci !

MAHAMADOU CAMARA

## LE CHIFFRE

# 133 606

C'est le nombre d'élèves admis au DEF, orientés en 2024.

### ILS ONT DIT...

• « Est-ce qu'il existe une communauté internationale ? Parce que le Mali, le Burkina Faso et le Niger ont porté une plainte très claire et très simple devant le Conseil de Sécurité. À ce jour, le Conseil de Sécurité n'a même pas accusé réception de ce que nous avons déposé ». **Abdoulaye Diop, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale**, le 12 novembre 2024.

• « Les pays en développement ne doivent pas partir de Bakou les mains vides. Un accord est essentiel. Le monde doit payer, sinon l'humanité en paiera le prix ». **Antonio Guterres, Secrétaire général des Nations Unies**, le 12 novembre 2024.

Donnez votre avis  
sur **Journal du Mali**

### RENDEZ-VOUS

**17 novembre 2024 :**

Élections législatives au Sénégal

**18 - 20 novembre 2024 :**

African Agri Investment Indaba, Cape Town, Afrique du Sud

**19 novembre 2024 :**

Éliminatoires CAN 2025 : Mali - Eswatini : Stade du 26 mars

**21-22 novembre 2024 :**

Première édition du Salon national de l'Emploi, Bamako

### UN JOUR, UNE DATE

**19 novembre 1968 :** Le premier Président du Mali, Modibo Keita, est renversé par un coup d'État.



**Elon Musk** a été nommé par Donald Trump, réélu le 5 novembre, pour diriger le ministère de l'Efficiency gouvernementale. L'homme le plus riche du monde et fondateur de Tesla gèrera le poste avec Vivek Ramaswamy, ancien candidat républicain à la présidence.



**Issa Kaou Djim, ancien 4<sup>ème</sup> Vice-président du CNT**, a été arrêté le 12 novembre 2024 à Bamako. Il a tenu le 10 novembre dernier des propos « tendant à jeter le discrédit sur nos autorités », a affirmé le Conseil de la Communication burkinabè.

### LA PHOTO DE LA SEMAINE



Poignée de main entre **Joe Biden** et **Donald Trump** le 13 novembre 2024 à la Maison Blanche.



# QUELQUES « UNES » MARQUANTES

Depuis son lancement, Journal du Mali a su offrir une analyse unique et critique de l'actualité malienne. À travers ses 500 numéros, il a abordé les événements majeurs qui ont façonné le pays. Voici une sélection d'articles emblématiques qui illustrent cette diversité.

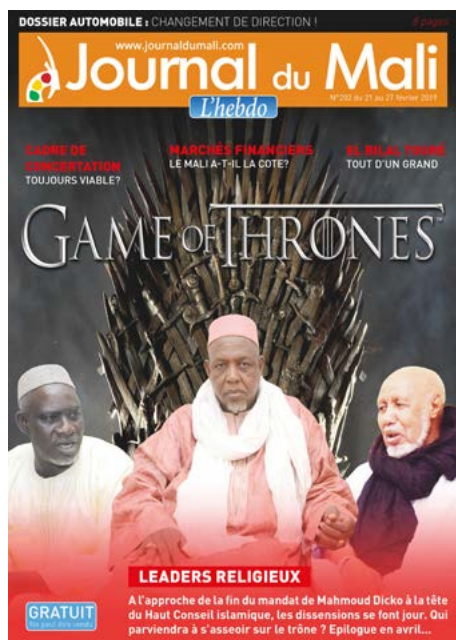
## Peur sur la ville : N°1, du 16 au 22 avril 2015

Le 7 mars 2015, le restaurant « La Terrasse » est visé par une attaque terroriste, la première subie par la capitale, Bamako. Revendiquée par le groupe Al Mourabitoune, l'attentat fait 5 morts et des blessés. La ville vit alors une psychose.



## Game of Thrones : Leaders religieux

N°202, du 21 au 27 février 2019. Le mandat de Mahmoud Dicko à la tête du Haut Conseil islamique arrive à son terme. La faïtière des Musulmans s'apprête à élire un nouveau Président dans un contexte de rivalité interne où plusieurs clans s'affrontent.



## 100 jeunes qui font bouger le Mali

N°100, du 9 au 15 mars 2017.

Pour son 100ème numéro, Journal du Mali décide de mettre en lumière 100 jeunes qui créent, innove, prennent la parole et dynamisent le Mali.



## Région de Mopti : Mano Negra

N°218, du 13 au 19 juin 2019.

Le cycle de violence au centre du Mali suscite indignation et interrogations, au point que certains y voient un complot ourdi depuis l'extérieur.



## Eau et Énergie : An Torola

N°132, du 19 au 25 octobre 2017.

La saison des coupures est en avance et des doutes existent sur la qualité de l'eau « potable ». Les consommateurs bamakois commencent à faire part de leur ras-le-bol.



## Covid-19 : Le choix des armes

N°260, du 2 au 8 avril 2020.

Le Mali déclare officiellement son premier cas de Covid-19 le 25 mars 2020. Entre restrictions et confinement, les autorités semblent privilégier les mesures de prévention.



## IBK le mal aimé

N°270, du 11 au 17 juin 2020.

Deux ans après sa réélection à la magistrature suprême du Mali, le Président Ibrahim Boubacar Keita (IBK) fait face à un grand mouvement populaire mené par une coalition hétéroclite de partis politiques et d'associations. Un mouvement qui allait aboutir, le 18 août 2020, à la fin du régime.



## ATT : Tellement Malien

N°292, du 12 au 18 novembre 2020.

L'auteur du coup d'État du 26 mars 1991 contre le régime de Moussa Traoré a été un acteur majeur de la vie politique malienne. Décédé en Turquie le 10 novembre 2020, il reste pour beaucoup de Maliens, un patriote initiateur de grands projets pour le Mali.



## 18 août 2020 : Coups et blessures

N°280, 281, 282, du 20 août au 9 septembre 2020.

Après 2 ans de crise, les militaires renversent le régime du Président IBK, réélu en 2018. Journal du Mali fait revivre ces instants où tout a basculé.



## Barkhane : La fin

N°384, 385 et 386 du 18 août au 7 septembre 2022.

Après 9 ans de présence militaire, les derniers soldats français quittent le Mali le 15 août 2022, à un moment où la tension entre Bamako et Paris est à son comble.



## MAME DIARRA DIOP



Rédactrice en chef de 2009 à 2016

## « UN NUMÉRO 1 GRAVÉ DANS MA MÉMOIRE »

« Peur sur la ville » est la couverture de Journal du Mali L'Hebdo qui m'a le plus marquée. On y voit la capitale malienne sous la menace de la cible d'une arme. Ayant participé à sa conception en tant que rédactrice en chef, j'ai également rédigé l'article général, qui, à l'époque, devait rendre compte de la terrible attaque terroriste survenue en mars 2015 au restaurant La Terrasse, situé en plein cœur de Bamako, et qui a fait cinq morts. Il fallait donc réaliser un numéro exceptionnel et la Une devait être suffisamment accrocheuse pour témoigner du contexte tendu de l'époque.

Nous avons parcouru Bamako de nuit, suivi des brigades de police jusqu'à tard dans la nuit, pour essayer d'obtenir le maximum d'informations. Cela était à la fois excitant et pas sans danger pour une femme se promenant seule la nuit, avec des check-points à tous les carrefours, des forces de l'ordre débordées et pas toujours accueillantes. Je me souviens que nous avons fini ce bouclage très tard, aux alentours de 6h du matin, parce qu'il fallait recouper, vérifier et sourcer les informations de l'attaque auprès d'interlocuteurs très soucieux de conserver le secret. Mais quelle joie lorsque ce Numéro 1 version papier est arrivé entre nos mains, grâce aux efforts de toute la Rédaction et du Directeur de Publication. C'est un numéro que je n'oublierai jamais et qui reste gravé dans ma mémoire. Je le conserve d'ailleurs encore dans mes archives personnelles.

Joyeux 500<sup>ème</sup> numéro à Journal du Mali L'Hebdo, qui a révolutionné la presse écrite au Mali, dans un contexte pas toujours facile.



## Hommage pour le 500<sup>ème</sup> numéro d'un journal d'exception

Célébrer un 500<sup>ème</sup> numéro est un moment fort, tant pour une équipe de journalistes que pour des lecteurs fidèles. Ce cap est le reflet d'une volonté constante d'excellence et de progrès dans le paysage médiatique malien. Je tiens à saluer l'engagement indéfectible de l'équipe à élever le niveau de culture professionnelle et à faire vivre les valeurs fondamentales du journalisme : rigueur, précision et honnêteté. Votre souci de simplicité dans le style rédactionnel rend chaque édition accessible à un large public. Vous réussissez ainsi à établir un pont entre l'information et la vie quotidienne de la population malienne, sans superflu ni éloquence inutile. Une telle clarté est précieuse : elle permet à chacun de s'informer aisément, indépendamment de son niveau de connaissance préalable. Je souligne également la présentation visuelle soignée du journal, alliant esthétique et efficacité. Une telle présentation attire l'œil tout en facilitant la lecture, rendant chaque numéro agréable à parcourir.



**DIOMANSI BOMBOTÉ**  
Journaliste - Professeur

Je vous encourage à poursuivre dans cette voie en vous ancrant encore davantage dans la réalité quotidienne de la population malienne. Que votre regard continue de se poser sur les préoccupations concrètes de nos concitoyens. Que vos pages soient le reflet vivant de leurs espoirs, de leurs défis et de leurs réussites.

**CÉLIA D'ALMEIDA**

Rédactrice en chef de 2016 à 2018

### Ma 1<sup>ère</sup> Une et le défi de la titraille

Si les titres accrocheurs sont une des marques de fabrique du JDM l'Hebdo, le processus de leur choix n'a jamais été facile !

En préparant le numéro 1 en 2015, nous avons planché des heures durant, plus encore que le temps pris pour écrire les papiers ! Pour choisir un titre qui allait susciter l'intérêt et être informatif. Bamako venait d'être durement frappée et nous avions le défi de transcrire ce que tous nous ressentions sans céder à la psychose. « Peur sur la ville », avons-nous finalement décidé de retenir, comme un clin d'œil mais aussi une bravade. Cette référence à un film de l'illustre J.P. Belmondo était un moyen pour nous d'exorciser nos sentiments tout en mettant des mots sur l'épisode sombre que venait de traverser notre belle capitale. Les articles de ce premier numéro, dans ce contexte particulier, étaient un véritable exercice pour nous journalistes : décrire les faits sans y mettre nos tripes, informer sans déformer, intéresser sans tomber dans le sensationnel qu'entraînent souvent les lendemains d'attentat... Les retours reçus après la parution nous ont confortés dans ce choix, dans cette ligne directrice. Depuis, rares sont les fois où les titres des unes de mon hebdo favori ne m'arrachent pas un sourire. En traduisant la réalité par un jeu de mots, une expression détournée ou un néologisme (mon préféré étant « Malipoly »), la Rédaction a toujours réussi l'un des paris les plus difficiles pour un périodique : maintenir l'intérêt pour des sujets largement traités, en creusant les points d'ombre ou en débusquant des informations apportant un éclairage nouveau. Pour cela, et pour les 499 numéros passés, au traitement équidistant et professionnel, je lui tire mon chapeau !

Aux prochains 500 numéros de l'Hebdo du jeudi et joyeux jubilé !



**IDELETTE BISSOU**

Journaliste

### JDM et MOI : Une histoire de flirt

C'est l'histoire d'une rencontre manquée qui s'est finalement tissée autour d'un flirt. Malgré un choix cornélien, la relation s'est consolidée un 6 mai sous le soleil caramel de Bamako. Les souvenirs d'un Achérif presque intimidant, le silence assourdissant de Kenouvi, les intrigues de Sire Haïdara et le sourire de Maguiraga se sont unis dans cette aventure avec JDM. Des fous rires aux sueurs froides, notamment quand une personne ressource nous a lâchés au dernier moment, chaque moment a été riche en émotions. Ce parcours n'est pas seulement un simple récit, mais une solidarité active, même face aux intempéries. L'esprit qui nous animait était celui de se donner toujours plus pour chaque numéro de l'Hebdo. Le défi d'une Une qui respecte toutes ses promesses.

Bien que cette belle histoire ait commencé en ligne, la version papier a évolué avec élégance, portant « la couronne bleue ». JDM ne peut être réduit à des considérations terre à terre : c'est avant tout un mode de vie et une expérience professionnelle invitant à aller au-delà du visible. C'est une singularité qui tend vers l'excellence, survivant par passion et don de soi. JDM, c'est une vision innovante dans le paysage médiatique malien, avec un modèle économique distinct. Journal du Mali, jeune et dynamique, offre des Unes qui s'entrechoquent, entre rhétorique et éthique. Qu'elles plaisent ou provoquent, JDM immortalise des scènes de vie. Parmi mes souvenirs : en 2021, des titres tels que « Les grands manitous », « Les confinés de la Transition » ou « Vaccin Covid-19 : Doses de questions ». En 2020, je me rappelle de « Comatex : c'est coton ! ». Comment oublier « Danse avec les loups » et « Turbulences diplomatiques » en 2022 ?

Face à la crise médiatique actuelle, il est important de mener des combats pour le présent et l'avenir, en transformant l'hebdo vers le digital, avec de nouveaux formats pour un nouveau public. Il est essentiel de se concentrer sur la formation et la spécialisation des journalistes pour enrichir le débat dans les numéros à venir, tout en tenant compte des enjeux liés à l'information sensible et à l'intelligence artificielle.



## « Une formule qui a fait ses preuves et une dynamique nouvelle »

**BOUBACAR SIDIKI-HAÏDARA**



Rédacteur en chef de 2018 à 2024

Que le temps s'égrène... Si vite que se poser pour faire le point est devenu un luxe. Une réalité d'autant plus frappante dans ce monde du « tout, tout de suite ». Le journalisme en est fortement impacté. Prendre le temps de vérifier les faits semble désormais superflu. À l'heure où les réseaux sociaux rivalisent avec les médias traditionnels et où, sous nos yeux, presque tout le monde peut se prétendre journaliste, pour peu qu'il ait un téléphone et une connexion internet. Ces constats sont déjà bien connus, mais les rappeler reste une démarche pédagogique nécessaire. C'est donc presque un accomplissement qu'un hebdomadaire, qui prend le « temps » de fournir une information de qualité et la plus accessible possible, parvienne à tirer son épingle du jeu. 500 numéros, des milliers d'articles, plusieurs plumes, des sujets divers et pertinents : un journalisme ambitieux, un journalisme qui a pour but de servir le public envers lequel nous avons un devoir. Sur un plan plus personnel, j'ai eu l'occasion de vivre de l'intérieur et de participer aux numéros 100, 200, 300 et 400 du Journal du Mali. Ce furent presque huit années de ma vie : une période d'évolution, de défis, de remises en question. Un travail collectif, avec la direction et tous les collaborateurs, visant à perpétuer une

formule qui faisait ses preuves tout en lui insufflant une dynamique nouvelle. Après avoir consolidé le format court, simple sans être simpliste, et imposé un style visuel à travers des infographies, le journal arrive aujourd'hui à un tournant. C'est d'ailleurs toute la profession qui doit se réinventer face à la nouvelle révolution en cours : celle de l'Intelligence Artificielle. Cette dernière doit être « domptée » pour en tirer le meilleur. Car, comme toute grande révolution, elle suscite également des questionnements sur notre métier. Les anciennes pratiques, si chères à toute une corporation, resteront-elles indiscutables ? Nous le devons, pour nous-mêmes mais aussi pour un public exigeant. En souhaitant un joyeux 500<sup>ème</sup> numéro à Journal du Mali et en remerciant tous ceux - journalistes, photographes, chaîne de distribution - qui ont permis de parcourir tout ce chemin, je formule un vœu : que l'expression « je l'ai lu dans Journal du Mali » fasse foi dans notre pays et même dans la sous-région, au même titre que le New York Times aux États-Unis, The Guardian en Angleterre ou Le Monde en France.

## JOURNAL DU MALI UN TREMPLIN POUR DES INNOVATEURS DU JOURNALISME WEB

Le parcours d'anciens collaborateurs de « Journal du Mali » illustre l'impact durable de cette publication sur le paysage médiatique malien. Trois d'entre eux, David Dembélé, feu Hawa Séméga et Modibo Fofana, ont transformé l'information en ligne et renforcé le journalisme d'investigation, tant au Mali qu'à l'international.

**David Dembélé**

Un pratiquant du journalisme d'investigation

David Dembélé est un journaliste engagé dans le journalisme d'investigation. Fondateur du site « La Dépêche du Mali », il a enrichi le paysage médiatique en offrant une plateforme pour l'actualité nationale et internationale. En 2015, il a cofondé la Cellule Norbert Zongo pour le Journalisme d'Investigation en Afrique de l'Ouest (CENOZO), promouvant l'investigation dans la région. Sous son impulsion, la CENOZO a mené des enquêtes sur la corruption et les flux financiers illicites. Membre du Consortium International des Journalistes d'Investigation (ICIJ), il a participé à des projets majeurs comme les « Panama Papers ». Son parcours montre l'importance des médias locaux pour atteindre une reconnaissance internationale.

**Feu Hawa Séméga**

Une pionnière de la Web TV

Feu Mme Togola Hawa Séméga a été une figure emblématique du journalisme en ligne. Fondatrice de la Web TV Kunafoni.com, elle a joué un rôle-clé dans la popularisation des médias numériques au Mali. Kunafoni.com se distinguait par sa couverture innovante, alliant reportages vidéo et articles écrits. Sans oublier le concept « Journal Rappé », une émission proposant une revue humoristique de l'actualité, mêlant critique sociale et politique avec une touche d'humour. Elle fut appréciée pour son approche décalée et son ton irrévérencieux, offrant une perspective unique sur les événements contemporains au Mali et en Afrique de l'Ouest. Décédée en mai 2021, Hawa Séméga a laissé un héritage durable dans le domaine des médias numériques, illustrant l'impact des médias locaux dans l'émergence de leaders d'opinion.

**Modibo Fofana**

Un fervent défenseur du journalisme web

Modibo Fofana est une figure influente du journalisme numérique. En tant que Directeur de publication de Mali24, il a contribué à une couverture complète de l'actualité. Président de l'Association des Professionnels de la Presse en Ligne au Mali (APPEL Mali), il a initié des projets pour renforcer les capacités des journalistes en ligne. Modibo Fofana dirige également l'hebdomadaire « Koulikoro 24 », élargissant son influence dans le paysage médiatique malien.

L'impact de Journal du Mali

Comme pour bien d'autres professionnels, « Journal du Mali » a été essentiel dans la formation de ces trois journalistes. En leur offrant une plateforme pour développer leurs compétences, l'Hebdo, après le site journaldumali.com, a servi de tremplin à leurs carrières.

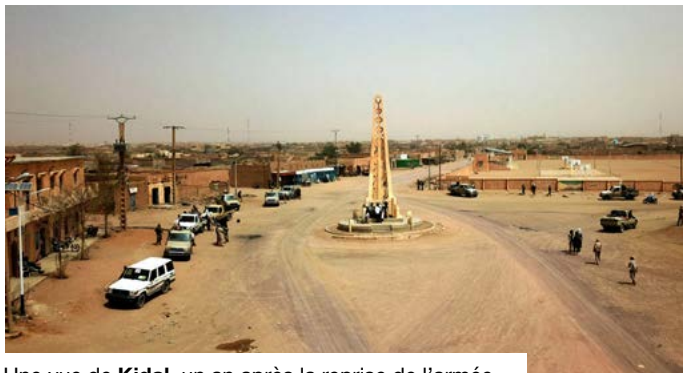


## AN I DE LA RECONQUÊTE DE KIDAL : L'ÉTAT FACE AUX RÉALITÉS DU TERRAIN

Le 14 novembre 2023, les forces armées maliennes ont repris la ville de Kidal, mettant fin à plus de dix ans de contrôle par les rebelles de la Coordination des Mouvements de l'Azawad (CMA). Cette reconquête s'est déroulée alors que les forces internationales, telles que la mission Barkhane de la France et la MINUSMA, se retiraient progressivement, laissant l'armée malienne seule responsable de la sécurité.

MASSIRÉ DIOP

Nommé dans la foulée Gouverneur de la région, le Général El Hadj Ag Gamou a pris des mesures pour renforcer la présence de l'État et rétablir l'administration. Cependant la région fait face à de sérieux défis. En matière d'éducation, 39 des 73 écoles sont encore fermées, privant près de 6 000 enfants de leur droit à l'école. Le manque d'enseignants qualifiés persiste, malgré les efforts des autorités pour attirer du personnel éducatif. Dans le domaine de la santé, plusieurs centres ont repris leurs activités, mais le manque de per-



Une vue de Kidal, un an après la reprise de l'armée.

de santé, avec 536 cas et 40 décès. De plus, cette année, selon les humanitaires, environ 2,3% des enfants de la région souffrent de malnutrition aiguë.

tration sociale dans cette région, dont certaines localités sont difficilement accessibles à cause de l'insécurité. En matière de sécurité, justement, la situation est fragile. En juillet 2024, des affrontements entre l'armée malienne et des éléments de la rébellion à Tinzaouatène, localité proche de la frontière algérienne, ont entraîné le déplacement de 5 000 à 6 000 personnes, principalement des femmes et des enfants, vers l'Algérie. Cet afflux a causé une crise humanitaire dans les localités algériennes d'In Guezzam et de Bordj Badji Mokhtar, déjà débordées. Par ailleurs, le banditisme persistant sur les axes routiers reliant Gao et Kidal complique les déplacements, rendant le commerce local difficile et dangereux. Un an après la reprise de Ki-

### EN BREF

#### CENTRE : INQUIÉTANTE RECRUESCENCE DE L'INSÉCURITÉ

Déjà critique depuis des années, la situation sécuritaire au Centre du Mali se dégrade de plus en plus. Le week-end dernier, cinq personnes ont été tuées dans une attaque à l'engin explosif improvisé dans le secteur de Mourdiah, dans la région de Nara. La semaine précédente, des attaques avaient été perpétrées dans les villages de Dorou et Korou, dans la région de Bandiagara, ainsi que dans les localités de Den et Yolo, dans le cercle de Bankass. Cette intensification de la pression terroriste dans le pays dogon a entraîné le déplacement d'une centaine de personnes fuyant les violences. Au même moment, le 10 novembre 2024 selon des sources locales, plus de 70 villages du cercle de Macina se sont vidés de leurs habitants en raison de la recrudescence des attaques des groupes armés terroristes. Face à cette situation, de plus en plus de voix s'élèvent pour demander la sécurisation de la zone. Dans un communiqué daté du 9 novembre 2024, le parti CODEM invite les autorités à prendre des « actions d'urgence ». ■

dal, l'État, sous l'impulsion du Gouverneur Gamou, continue de poser les bases d'un retour de l'autorité. Cependant, les défis restent importants et les progrès fragiles. D'où la nécessité d'intensifier les efforts pour que cette reconquête ne soit pas vaine. ■

**En juillet 2024, des affrontements entre l'armée malienne et des éléments de la rébellion à Tinzaouatène, localité proche de la frontière algérienne, ont entraîné le déplacement de 5 000 à 6 000 personnes, principalement des femmes et des enfants, vers l'Algérie.**

sonnel limite l'accès aux soins. Une épidémie de paludisme en septembre 2024, suite aux pluies diluviennes que le pays a connues, a révélé les faiblesses des infrastructures

Les services de base comme l'eau et l'électricité demeurent précaires, avec des coupures fréquentes. Le chômage reste élevé, surtout chez les jeunes, alimentant la frus-

## 11 leaders politiques Maintien en détention

Les 11 leaders politiques de la Coalition des partis signataires de la Déclaration du 31 mars 2024, arrêtés en juin dernier lors d'une réunion dans un domicile privé, resteront en détention après le rejet de leur demande de libération par la Cour d'appel de Bamako le 12 novembre 2024. Ce rejet, jugé « mal fondé » par la Cour, repose sur des motifs

de sûreté d'État, entraînant ainsi leur maintien en détention préventive pour une durée indéterminée. Selon des experts, bien que la détention préventive soit soumise à des délais précis, elle peut être prolongée pour des raisons de sécurité publique. C'est une étape souvent employée avant le jugement dans ce type d'affaires. Les accusations

portées contre eux incluent « tentative d'atteinte ou atteinte à la sûreté intérieure de l'État, trouble à l'ordre public et opposition à l'autorité légitime », rendant le dossier complexe. Malgré les efforts de médiation entrepris par des leaders religieux, aucune issue favorable n'a été trouvée. Arrêtés le 20 juin puis placés sous mandat de dépôt pour la plupart le

24 juin, et le 8 juillet pour l'ancien ministre de la Justice, Me Mohamed Bathily, ces leaders politiques, répartis dans plusieurs maisons d'arrêt, attendent toujours une date de jugement sur le fond, qui n'a pas encore été fixée. Leur situation continue d'attirer l'attention, avec des appels à l'apaisement et au dialogue pour avancer vers une résolution. ■ **M.K**



BOUBACAR BOCOM

### « Ce dossier ne peut pas être définitivement classé »

Les pays de l'AES ont déposé une plainte conjointe auprès du Conseil de Sécurité de l'ONU le 19 août 2024 contre l'Ukraine, accusée d'avoir soutenu des terroristes à Tinzaouatène en juillet dernier. Selon le chef de la diplomatie malienne, trois mois après, le Conseil de Sécurité n'a toujours pas accusé réception de cette plainte. Boubacar Bocom, analyste politique au Centre d'études stratégiques Sène, nous livre son analyse de la situation.

PROPOS RECUEILLIS PAR MOHAMED KENOUI

### Comment analysez-vous la posture du Conseil de Sécurité de l'ONU ?

Le Conseil de Sécurité est un instrument du système des Nations Unies. Ces dernières ne sont pas là pour défendre les intérêts de l'Afrique. Créées en 1945 dans l'esprit des vainqueurs, les Nations Unies reflètent les intérêts des nations occidentales. Il est donc prévisible que ces pays ne souhaitent pas voir leur sys-

tème discrédité. Il est normal que la plainte des pays de l'AES ne reçoive pas d'attention. Les Nations Unies ne répondent plus aux réalités actuelles du monde et ce système ne peut pas offrir plus de justice étant lui-même biaisé.

### Les lignes peuvent-elles encore bouger dans ce dossier ou est-il déjà classé ?

Ce dossier ne peut pas être définitivement classé. Il peut traîner en longueur, mais même cinquante ans après, il refait surface. Les lignes vont bouger tôt ou tard, car le monde évolue vers une nouvelle dynamique. Que cela plaise ou non, la vérité est tenace. On ne peut pas enterrer ce qui s'est passé au Mali et faire comme si de rien n'était.

### Le Mali a des pays partenaires stratégiques qui sont membres du Conseil de Sécurité de l'ONU. Pourquoi ces pays n'appuient-ils pas la plainte de l'AES ?

Ces pays ne peuvent pas imposer quoi que ce soit. Le Conseil fonctionne sur la base d'accords pour déterminer l'ordre du jour des réunions et les démarches à adopter. En cas de décisions, ces pays peuvent exercer leur droit de veto, mais ils ne peuvent pas imposer un ordre du jour. Ces partenaires ont toujours affirmé leur position en faveur de nos pays. Cette dénonciation de l'attitude de l'Ukraine est déjà présente.

### Le Mali a également demandé à l'Organisation de la Coopération Islamique d'appuyer la démarche conjointe de l'AES. Cet appel fera-t-il écho auprès de l'OCI ?

Cette organisation partage les mêmes limitations que le système des Nations Unies. Elle ne se bat pas pour la Palestine, malgré les événements qui s'y déroulent depuis des années. Je pense qu'il s'agit simplement de leviers politiques que les autorités explorent, mais ils ne produiront pas nécessairement des résultats. ■



Consulter notre nouveau site web  
**www.afribone.com**





## ENTREPRENEURIAT FÉMININ : DES DÉFIS ET DE LA RÉSILIENCE

La 6<sup>ème</sup> édition du Salon de l'entrepreneuriat féminin s'est tenue à Bamako du 7 au 10 novembre 2024. Si l'entrepreneuriat reste une opportunité d'emplois pour de nombreuses femmes, elles se heurtent à des défis importants. En dépit de cela, elles avancent et tentent de trouver des solutions.

FATOUMATA MAGUIRAGA

Chaque année, environ 300 000 demandeurs d'emploi entrent sur le marché du travail au Mali. L'entrepreneuriat représente une solution adaptée aux problèmes d'emploi des jeunes, en particulier des femmes. Cependant, dans un contexte marqué par une crise et une diminution de l'investissement (seulement 7% du budget en 2023), l'entrepreneuriat féminin fait face à des défis majeurs, tels que le manque de financement et les difficultés de marketing et de communication, comme l'indique l'étude « Défis et résilience dans l'entrepreneuriat féminin au Mali : barrières socio-économiques et stratégies de survie », publiée par Étienne Fakaba Sissoko, Abdoulaye N'Tigui Konaré et Ousmane Mariko dans l'International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics en 2024. Selon les auteurs, le besoin d'indépendance financière reste la motivation principale pour environ 85% des femmes souhaitant devenir entrepreneures. Ils soulignent également la corrélation entre le niveau d'éducation et la rentabilité des entreprises, les femmes ayant un

**Contribution de l'entrepreneuriat féminin en Afrique : 7 à 9% du PIB**  
**Fonds alloués aux entreprises dirigées par les femmes : 1,5% des fonds aux startups**



La ministre en charge de la Femme visitant quelques stands.

niveau d'éducation plus élevé tendant à diriger des entreprises plus prospères. Les données révèlent que 60% des participantes à l'étude ont entre 30 et 40 ans. Les secteurs de prédilection incluent le commerce et les services, ainsi que l'agroalimentaire. De plus, 70% recourent à des fonds personnels ou familiaux, ce qui témoigne des difficultés d'accès au financement.

**Asseoir sa notoriété** Pour sa première participation au Salon de l'entrepreneuriat féminin, Mme Youma Siby souhaitait booster sa visibilité. C'est un pari réussi pour la jeune promotrice de Youm's, une entreprise spécialisée dans les parfums aux senteurs

locales. « En quatre jours, je ne m'attendais pas à un tel succès ». Grâce au salon, elle a établi de nombreuses relations, y compris des propositions de partenariats de personnes souvent absentes des réseaux sociaux. « C'est une opportunité à saisir », se réjouit la jeune entrepreneure. Dans l'entrepreneuriat, l'objectif doit être de gagner en notoriété. À partir du moment où le produit est de qualité, il se vendra de lui-même. Le salon a également été un espace d'apprentissage pour elle, lui permettant de découvrir des innovations et produits qui lui donnent des idées pour améliorer les siens. « Les femmes se battent et réalisent des merveilles, mais elles ont besoin de politiques adaptées pour répondre à leurs besoins », suggère-t-elle. ■

### EN BREF

#### AFRIQUE SUBSAHARIENNE : DISPARITÉS DANS L'ACCÈS À INTERNET

En Afrique subsaharienne, l'écart dans l'accès à Internet entre les hommes et les femmes constitue un obstacle majeur à l'autonomisation économique de ces dernières. Selon le rapport Facts and Figures 2023 de l'Union internationale des télécommunications (UIT), seulement 32% des femmes utilisent Internet. Ce taux est en baisse par rapport à 2022, où il atteignait 34%. Bien que les femmes représentent 50,05% de la population, elles ne sont que 32% à avoir accès à Internet, contre 42% pour les hommes. Cet écart révèle des disparités profondes dans les profils des utilisateurs : les hommes, souvent mieux éduqués et occupant davantage d'emplois formels, bénéficient d'un accès plus large aux technologies. Par ailleurs, les femmes font face à des obstacles tels que des ressources financières limitées et des responsabilités familiales accrues. L'impact de cet accès restreint à Internet est significatif, car les femmes disposant d'un accès mobile peuvent améliorer leur employabilité et leur autonomie. Les facteurs limitant l'accès à Internet dans la région sont multiples. Ils incluent la pauvreté, le faible niveau d'éducation et des normes socioculturelles qui découragent l'adoption des nouvelles technologies par les femmes. ■ F.M

## UEMOA La dixième revue annuelle tenue à Bamako

Bamako accueille la revue annuelle des réformes, des politiques, des programmes et des projets dans les pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). À l'instar de la capitale malienne, d'autres se prêtent à cet exercice. Les travaux, qui se déroulent du 11 au 13 novembre 2024, doivent permettre d'évaluer la mise en œuvre des textes réglementaires ainsi que de

trois programmes et projets. Il s'agira d'échanger sur la base de la grille de pondération convenue lors de l'atelier préparatoire de la revue 2024, tenu à Lomé en juin 2024. Mamadou Moustapha Barro, Représentant-résident de la Commission de l'UEMOA, a souligné que ce memorandum mettra en lumière les performances réalisées par le Mali cette année. La revue est également l'oc-

casion d'identifier les obstacles à la lente transposition des directives régionales au niveau national, a indiqué le représentant du ministre de l'Économie. Les réformes qui seront évaluées sont regroupées en trois grandes catégories : celles concernant la gouvernance économique et la convergence, les réformes du marché commun et celles liées aux politiques sectorielles. Les travaux de la phase tech-

nique de la dixième revue évalueront 132 textes réglementaires, ainsi que 6 programmes et projets communautaires, pour un montant total de 23 milliards de francs CFA. Les performances réalisées par le Mali en 2023 révèlent un taux moyen de mise en œuvre des réformes de 80,94%. Cette revue annuelle des réformes de l'UEMOA a été instaurée en 2013. ■

## Finère Soft La start-up qui modernise l'administration grâce à l'Intelligence Artificielle

Finère Soft, une start-up malienne fondée par Ismaël Dembélé, se distingue dans le secteur technologique en exploitant le potentiel de l'Intelligence Artificielle (IA) pour répondre aux besoins locaux. Bien que la société développe divers projets basés sur l'IA, son initiative la plus marquante vise la modernisation de l'administration publique, un projet ambitieux destiné à offrir des services administratifs plus efficaces et mieux adaptés aux attentes des Maliens.

Dans un Mali où l'accès aux documents administratifs constitue un véritable défi pour de nombreux citoyens, Finère Soft aspire à devenir un acteur-clé de la modernisation de l'administration publique grâce à l'Intelligence Artificielle (IA). Ce projet ambitieux vise à simplifier et à accélérer la délivrance de documents officiels tels que les actes de mariage, de divorce et de décès et les certificats de résidence. La plateforme numérique développée par Finère Soft utilise des algorithmes d'IA pour optimiser le traitement des de-

mandes, analyser les dossiers en temps réel et réduire les erreurs humaines. Les citoyens peuvent soumettre leurs demandes en ligne, suivre l'avancement de leurs dossiers et recevoir leurs documents sans avoir à se rendre dans des locaux administratifs souvent encombrés. Ce système permet également de limiter les déplacements inutiles, un avantage essentiel pour ceux qui vivent dans des régions éloignées. Pour Ismaël Dembélé et son équipe, le projet a pour objectif de « créer un système qui respecte le temps des citoyens



Une IA pour faciliter les démarches administratives.

et améliore leur expérience des services publics ». En s'appuyant sur l'IA, Finère Soft espère alléger le fardeau administratif, permettant ainsi aux fonctionnaires de se concentrer sur des tâches plus stratégiques et d'offrir un service de meilleure qualité.

Le projet de Finère Soft représente une avancée significative

pour l'administration malienne, qui s'oriente progressivement vers la digitalisation et la modernisation. Grâce à cette vision novatrice, Ismaël Dembélé et Finère Soft établissent les bases d'une administration publique plus connectée, inclusive et efficace, adaptée aux réalités contemporaines. ■

IBRAHIM BABY

15 000

CASH

FCFA

CHAQUE JOUR !

TENTE TA CHANCE

Participe dès maintenant en composant le

#463#

Orange Money

MOOV Money

TIRAGE DU LUNDI AU SAMEDI

19H00

SUR TM1

TMI JACKPOT

JOUEZ & GAGNEZ !



## SAHEL : QUEL RÔLE POUR LES JEUNES DANS LA GOUVERNANCE ?

L'engagement civique, citoyen et politique des jeunes au Sahel a connu un déclin ces vingt dernières années. Ce désengagement est la conséquence d'un mécontentement généralisé lié à la gouvernance. Face à ce constat, des initiatives sont en cours pour replacer la jeunesse du Sahel au cœur de la gouvernance et de la stabilité de la région.

MOHAMED KENOUI



Ouverture du 5<sup>ème</sup> forum régional des jeunes le 12 novembre 2024 à Bamako.

Les jeunes ont joué un rôle important dans le basculement des régimes politiques au Sahel ces dernières années. Que ce soit à travers des manifestations de rue ou des espaces d'échanges sur les réseaux sociaux, la voix de la jeunesse a impacté l'évolution de la situation politique. Pour fournir aux jeunes un cadre de dialogue, de réflexion, d'apprentissage et d'échanges d'expériences et de bonnes pratiques, afin de proposer de nouvelles perspectives, et améliorer leur participation à la citoyenneté et aux processus de paix en Afrique et au Sahel, la 5<sup>ème</sup> édition du Forum régional des jeunes s'est tenue du 12 au 13 novembre 2024 à Bamako, sur le thème « Rôle et engagement des jeunes dans la gouvernance, la citoyenneté et la paix au Sahel : aller au-delà de la contestation ». Organisé par le Gorée Institute et l'École de maintien de la paix Alioune Blondin Beye de Bamako, en collaboration avec le ministère de la Jeunesse et des Sports, chargé de l'Instruction civique et de la Construction citoyenne de la République du Mali et avec l'appui financier du Royaume des Pays-Bas, l'événement a rassemblé plus de 150 jeunes acteurs de la société civile, des partis politiques, des organisations internationales et des institutions étatiques et non étatiques venant du Mali, du

Sénégal, du Burkina Faso et du Niger.

### Nouvelle force citoyenne

Dans sa note conceptuelle, l'Institut Gorée soutient que l'expérience des révoltes citoyennes victorieuses au Sénégal, au Mali, au Burkina Faso et au Maghreb, majoritairement conduites par des jeunes, devrait « pousser les élites politiques traditionnelles à se rendre à l'évidence ». Il a aussi été convenu d'appeler ces mouvements « Nouvelle force citoyenne ».

**Il est temps pour les jeunes de se convertir en force de proposition au bénéfice des gouvernants, qu'ils soient militaires ou civils.**

Nous sommes en face d'une nouvelle conscience citoyenne appelée à demeurer dans le paysage politique par la contestation et la dénonciation fréquentes de la « gouvernance scandaleuse », souligne le document. Néanmoins, les jeunes doivent aller au-delà de cette forme d'expression et s'affirmer sur le plan politique. Il est temps pour eux de se convertir en force de proposition au bénéfice des gouvernants, qu'ils soient militaires ou civils, poursuit la note. Pour propulser ce changement auprès de la jeunesse, le forum visait à créer un espace pour un échange intergénérationnel

de connaissances, d'enseignements et d'expériences et à recueillir les perspectives des jeunes, ainsi que leurs propositions de solutions, face à l'exacerbation de la conflictualité, à l'instabilité politique et à l'instabilité institutionnelle dans l'espace Sahel.

**Jeunesse outillée** Ce rendez-vous régional des jeunes avait également pour objectifs de leur donner l'opportunité d'échanger sur le concept de citoyenneté en vue de le repenser dans le contexte africain ainsi que de mettre en place des mécanismes pour réduire l'impact de l'instabilité chronique dans l'espace Sahel. Il leur a permis également d'interagir avec les autorités étatiques, notamment maliennes, et les représentants des institutions internationales et sous-régionales. Pendant deux jours, lors de divers panels, ils ont été sensibilisés sur plusieurs thèmes tels que leurs rôles et responsabilités dans la prévention et la lutte contre l'extré-

misme violent au Sahel, leurs réponses pour des transitions réussies dans les crises politiques et institutionnelles de la région, ainsi que leur leadership et leur engagement civique et politique comme moyens de contribution à la reconstruction de nos États. Les échanges ont également porté sur la place d'Internet dans la contestation et la construction d'idées innovantes pour un meilleur changement, ainsi que sur le positionnement des jeunes femmes comme partenaires stratégiques dans les processus politiques et de paix au Sahel. ■

### EN BREF

#### SERVICES DES ROUTES: BILAN ET PERSPECTIVES AU CŒUR DE LA RÉUNION ANNUELLE

La 50<sup>ème</sup> réunion annuelle des services des Routes s'est achevée le samedi 9 novembre 2024 à Bamako, sur le thème « Adaptation de l'entretien des routes aux changements climatiques : une nécessité ». Durant trois jours, les différents acteurs (Directeurs régionaux, techniciens, partenaires techniques et financiers, entre autres), venus de toutes les régions du Mali, ont échangé autour du bilan des activités de l'année 2024. « Malgré l'insuffisance des ressources allouées à l'entretien routier, nous avons réussi, grâce à une gestion optimale des ressources au cours des trois dernières années et à la mise en œuvre d'importants programmes d'entretien et de réhabilitation sur le réseau routier régional à travers le pays », s'est réjouie Mme Dembélé Madina Sissoko, ministre des Transports et des Infrastructures routières. De plus, les participants ont identifié les projets porteurs en matière d'infrastructures routières et se sont penchés sur les perspectives pour l'année 2025 en termes de construction et d'entretien routier. À cet effet, le redémarrage de plusieurs projets est prévu pour l'année prochaine, notamment la construction et le bitumage de la route Bannankoro - Dioro, ainsi que la mise en œuvre du Programme d'entretien routier et du Programme spécial de réparation des dégâts d'hivernage. Les discussions ont également porté sur le renforcement de la coordination entre les différents acteurs, l'entretien des routes existantes et le développement de nouvelles infrastructures. Plusieurs recommandations ont été adoptées, visant à améliorer la qualité des routes, à réduire les coûts d'entretien et à renforcer la résilience du réseau face au changement climatique. ■

## ÎLE MAURICE : RETOUR VICTORIEUX AU POUVOIR DE NAVIN RAMGOOLAM

Les élections législatives à l'Île Maurice se sont tenues le dimanche 10 novembre 2024. Le Premier ministre sortant, Pravind Kumar Jugnauth, a reconnu sa défaite face à Navin Ramgoolam, leader de l'Alliance du Changement, qui effectue un retour au pouvoir après 14 ans d'absence.

MASSIRÉ DIOP



Les partisans du nouveau Premier ministre après sa victoire.

Navin Ramgoolam, âgé de 77 ans, avait précédemment occupé le poste de Premier ministre de 1995 à 2000, puis de 2005 à 2014. Sa coalition a remporté une victoire écrasante lors de ce scrutin. Pravind Kumar Jugnauth, qui était au pouvoir depuis 2017, a rapidement reconnu sa défaite,

félicitant son adversaire et affirmant respecter la volonté du peuple mauricien. La campagne électorale a été marquée par des débats intenses sur des questions économiques et sociales. L'Alliance du Changement a promis des mesures pour stimuler l'économie, notamment la réduction des prix des carburants et des pro-

duits de première nécessité, ainsi que des réformes visant à renforcer la transparence et l'efficacité des institutions publiques. Un élément notable de cette élection a été le scandale des « Moustass Leaks », des enregistrements téléphoniques divulgués impliquant des personnalités politiques de premier plan, y compris le Premier ministre sortant. Ces révélations ont suscité des préoccupations concernant la corruption et ont probablement influencé le choix des électeurs. Le retour de Navin Ramgoolam au pouvoir est perçu par beaucoup comme une opportunité de renouveau politique. Il a exprimé sa gratitude envers les électeurs pour leur confiance renouvelée et a promis de travailler pour l'unité nationale et le progrès économique. Les défis qui l'attendent sont nombreux, notamment la gestion de la dette publique, la lutte contre la corruption et la mise en œuvre de réformes structurelles pour assurer une croissance durable.

Cette élection illustre la vitalité de la démocratie mauricienne et la capacité du pays à naviguer pacifiquement à travers des transitions politiques majeures. Les observateurs internationaux ont salué le déroulement transparent et équitable du scrutin, renforçant ainsi la réputation de l'Île Maurice en tant que modèle de gouvernance démocratique dans la région. ■

### UNE SEMAINE DANS LE MONDE

#### HAÏTI : LE NOUVEAU PREMIER MINISTRE PRÊTE SERMENT

Après plusieurs mois de vide institutionnel et malgré de nouvelles violences, le chef du gouvernement intérimaire a pris ses fonctions pour affronter les défis sécuritaires et humanitaires du pays. Alix Didier Fils-Aimé a prêté serment le 11 novembre 2024, après le limogeage de son prédécesseur, Gary Conille, le même jour. Le Premier ministre, nommé six mois auparavant, était censé contribuer au retour de la paix, mais les luttes intestines n'ont pas permis de trouver un consensus. Le nouveau Premier ministre indique que sa priorité est de rétablir la situation sécuritaire et de faire face à la situation humanitaire préoccupante du pays. La capitale est contrôlée à 85% par des gangs, selon les Nations Unies. Le Premier ministre a été désigné par le Conseil de transition créé en avril. Le pays s'est enfoncé dans la violence depuis l'assassinat en 2021 du Président Jovenal Moïse. ■

### Gaza L'espoir s'amenuise

Alors que la situation ne cesse de se détériorer dans la bande de Gaza, l'accès humanitaire reste insuffisant face aux besoins. Le 8 novembre, la responsable du Bureau des Nations Unies chargé des réfugiés en Palestine (UNRWA) a tiré la sonnette d'alarme sur la situation. « Je ne peux pas vous dire en si peu de temps de combien de façons les gens de Gaza peuvent être tués en ce moment : les immeubles qui s'écroulent, les maladies, les bombes, la famine. Il n'y a absolument aucun espoir en ce moment : les gens souffrent », a-t-elle insisté. Malgré l'annonce par Israël de l'ouverture d'un nouveau point de passage pour l'aide humanitaire dans la bande de Gaza, la responsable de l'agence des Nations Unies a déploré le fait que la situation soit

« tout simplement catastrophique ». Soulignant que l'aide est à son plus bas niveau depuis des mois, elle a précisé que pour le mois d'octobre la moyenne pour la bande de Gaza était de 37 camions par jour. Pour une population de 2,2 millions d'habitants qui ont besoin de tout, cela ne sera jamais suffisant, a-t-elle averti. Un récent rapport du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire a mis en garde contre une probabilité imminente et substantielle de famine dans le nord de Gaza, alors que l'accès à cette zone reste interdit aux Nations Unies. En parallèle, l'armée israélienne poursuit ses frappes en direction de Beyrouth, au Liban. Le pays déplore plus de 3 000 morts, pour la plupart depuis fin septembre 2024. ■

M.D



## VOVINAM VIET VO DAO : BAMAKO ACCUEILLE LA 6<sup>ÈME</sup> COUPE D'AFRIQUE

La 6<sup>ème</sup> édition de la Coupe d'Afrique de Vovinam Viet Vo Dao se déroulera du 18 au 23 novembre 2024 à Bamako. C'est la deuxième fois que le Mali abritera cette compétition, après 2017, avec pour objectif de remporter le maximum de médailles dans les épreuves au programme.

MOHAMED KENOVI



La Coupe d'Afrique de Vovinam Viet Vo Dao démarre le 18 novembre 2024.

Au total, 11 pays sont attendus dans la capitale malienne pour participer à cette Coupe d'Afrique de Vovinam Viet Vo Dao. Il s'agit, en plus du Mali, pays-hôte, du Niger, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, du Sénégal, de la Mauri-

tanie, du Maroc, de la Guinée équatoriale, de la Guinée, de la Tunisie et du Togo. Selon nos informations, les délégations de ces pays arriveront le 17 novembre 2024. L'Assemblée générale de la Fédération africaine de la discipline se tiendra le jour sui-

vant, le 18, suivie du Conseil des Maîtres (Instance suprême de la discipline) le 19 novembre. La compétition elle-même se déroulera sur deux jours, du 21 au 22 novembre, au Palais des Sports de Bamako. Quarante-quatre épreuves sont prévues, dont des combats et des démonstrations collectives et individuelles, ainsi que des épreuves au sabre et à mains nues, dans diverses catégories. Le 23 novembre sera consacré à des visites touristiques, à la remise des distinctions et à une soirée culturelle.

« Tout rafler » Pour cette 6ème Coupe d'Afrique de Vovinam Viet Vo Dao, 62 athlètes vont concourir sous les couleurs du drapeau national malien. L'équipe nationale peaufine sa préparation pour une bonne participation à ce rendez-vous continental. Elle est entrée à l'internat le 11 novembre 2024 dans l'enceinte du Stade Mamadou Konaté. Selon Moustapha Ousmane Sy, Président de la Fédération malienne de Vovinam Viet Vo Dao, l'ambition de notre pays « est de surpasser le nombre de médailles obtenu lors de la dernière édition de ce championnat continental que nous avons accueilli ». « Nous voulons nous imposer en prenant toutes les médailles dans les épreuves majeures. Il faut qu'on puisse tout rafler, faire rayonner l'image de notre pays et rehausser le drapeau national en ayant plusieurs champions au nom du Mali », confie-t-il.

Au-delà des ambitions affichées dans la compétition, la Commission nationale de pilotage mise en place par le ministère de la Jeunesse et des Sports est également à pied d'œuvre pour une « organisation parfaitement maîtrisée ». ■

## Football Bafétimbi Gomis raccroche les crampons

L'international français Bafétimbi Gomis (12 sélections, 3 buts) a annoncé le dimanche 10 novembre 2024, sur la chaîne DAZN, la fin de sa carrière de joueur, à l'occasion du derby opposant deux de ses anciens clubs, l'Olympique Lyonnais et l'AS Saint-Étienne. « Je me retire. Ce n'était pas une décision facile, le football continuera de vibrer dans mes veines », a déclaré l'homme, surnommé « La panthère ». L'ancien Gonesse était sans club depuis un mois, après une dernière expérience au Japon avec le Kawasaki Frontale. Formé à l'AS Saint-Étienne, Gomis y a joué jusqu'en 2009, avant d'être transféré à son rival Lyon, où il est resté cinq saisons. À 39 ans, il a également joué pour Swansea, en Angleterre, avec une saison en prêt à l'Olympique de Marseille, ainsi que pour Galatasaray, en Turquie, et Al Hilal, en Arabie Saoudite. ■

M.K



### CARTONS DE LA SEMAINE

**Le Stade Malien de Bamako** s'est qualifié le 9 novembre pour la phase finale de la Basketball Africa League (BAL) 2025. Après un parcours sans faute, les Blancs ont validé leur ticket en atteignant la finale de l'Élite 16 de la Division Ouest à Abidjan.

**Manchester City** a subi sa quatrième défaite consécutive (La deuxième de suite en Premier League) le samedi 9 novembre à Brighton (2-1). C'est la pire série de défaites subies par Pep Guardiola depuis qu'il a pris les rênes des Citizens, en 2016.

## INNA BABA COULIBALY : LA MUSE DE LA MUSIQUE PEULE

Inna Baba Coulibaly est une chanteuse peule originaire de la commune de Dilly, dans la région de Nara. Elle chante depuis son plus jeune âge. Bien que sa mère ait été chanteuse, sa famille n'était pas très enthousiaste à l'idée de la voir poursuivre dans cette voie. Contrainte par l'administration à représenter son village, Makana, qui était souvent absent de la célébration du 22 septembre, elle finit par suivre son « destin ». Depuis plus de 50 ans, elle émerveille par sa voix et sa facilité à chanter. Entre Bamako et Paris, elle continue de chanter pour les communautés maliennes et ne compte pas s'arrêter en si bon chemin.

FATOUmata MAGUIRAGA



Après une longue carrière, Inna Baba vient de recevoir deux médailles nationales.

Grâce à une voix « haut perchée » restée intacte au fil des ans, Inna Baba garde son enthousiasme et suscite toujours l'admiration. Celle qui répond facilement par une chanson aux questions qu'on lui pose

nous accueille avec un grand sourire. Au milieu des années 1970, elle arrive à Bamako avec son mari et continue à chanter un peu en cachette, « j'étais très timide ». Avec Ali Farka Touré et Aladji Diabaté, elle répète, jusqu'au jour où elle chante à la

radio une chanson devenue culte, un hommage au Saint de Dilly Sidi Modibo Kane. « Je lui ai demandé de prier pour moi ». Ses vœux ont été exaucés, car depuis Inna Baba s'est faite connaître au-delà du Mali. Invitée par un fan pour le mariage de sa fille au Sénégal, elle y séjourne pendant un mois. Il l'invite ensuite à venir en France en 1989. Elle y reste pendant une dizaine d'années, avant de retourner au Mali en 2002, lors de la CAN, à laquelle elle dédie une chanson. Elle a enregistré plusieurs albums, dont trois en France.

**Que de bons souvenirs** Sur scène, Inna Baba se fait souvent accompagner par sa fille Hawa Poulo, qui suit ses traces. Elle vient d'être décorée de la Médaille du mérite des Arts et de la Culture et de celle de chevalier de l'ordre national. Une reconnaissance qu'elle accepte avec humilité. Lorsqu'on lui demande une anecdote concernant sa longue carrière, elle n'a que de « bons souvenirs ». Elle dit être surtout heureuse de n'avoir jamais été en conflit avec aucun artiste, ni à Paris, ni à Bamako. Elle n'a jamais « insulté personne ». Un modèle à suivre pour la génération actuelle. Inna Baba anime encore volontiers des spectacles et des événements sociaux avec le même enthousiasme. « Si vous avez envie de me faire chanter, venez me voir », nous dit-elle avec le sourire. ■

### INFO PEOPLE

**KOBA LAD : LE RAPPEUR JUGÉ POUR SÉQUESTRATION**



Le rappeur Koba LaD sera jugé le 14 novembre pour séquestration de son manager par le tribunal correctionnel de Melun. Il est accusé de séquestration et de vol avec violence envers son mentor, Marvin I, surnommé Deuspi. Koba LaD sera jugé en compagnie de trois autres personnes pour avoir séquestré et agressé son manager. L'artiste soupçonnait son manager d'avoir détourné de l'argent et cherchait à le contraindre à rembourser cette somme ainsi qu'à mettre fin à leurs liens contractuels. Les faits reprochés se sont déroulés en 2022. Koba LaD, qui compte 3 millions d'abonnés sur YouTube, a des antécédents judiciaires ; il a été mis en accusation en septembre pour homicide involontaire.

**KIBILI DEMBA KOUYATÉ RÉUSSIT SON CONCERT**



L'artiste parolier Kibili Demba Kouyaté a réussi sa nuit Soumou, le 12 novembre 2024. Cette troisième édition s'est déroulée à guichet fermé et a comblé les attentes des fans. Après quelques déboires personnels, notamment avec son épouse Fatim Diabaté, Kibili Demba Kouyaté a réussi son retour sur la scène artistique. Alliant sa dextérité à jouer le ngoni à sa verve facile, il a reconquis le cœur de son public.

Donnez votre avis sur Journal du Mali

Journal du Mali  
L'hebdo

**Directeur de publication :**  
Mahamadou CAMARA  
mcamara@journaldumali.com

**Directrice déléguée :**  
Aurélien DUPIN  
aurelie.dupin@journaldumali.com

**Rédacteur en chef :**  
Massiré DIOP

**Secrétaire de rédaction :**  
Ramata DIAOURÉ

**Rédaction :**  
Mohamed KENOVI - Fatoumata MAGUIRAGA

**Stagiaire :**  
Fatouma CISSÉ

**Photographie :** Emmanuel B. DAOU

**Infographiste :** Marc DEMBÉLÉ

**JOURNAL DU MALI L'HEBDO**, édité par IMPACT MÉDIA Presse.  
Hamdallaye ACI 2000 - Immeuble Badanya, près M'ÉVA Palace - Bamako  
Tél : +223 20 23 00 66  
www.journaldumali.com  
contact@journaldumali.com





**Du nouveau  
chez Sahel Infusion  
CAFÉ GINGEMBRE  
made in Mali**



Commande par téléphone (00223) 20 21 04 07 / 66 75 84 79 / 66 74 67 78 / 66 74 96 62  
[www.sahelinfusion.com](http://www.sahelinfusion.com)